

Siraga



RAPPORT FINANCIER

■ ■ ■ du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010

SOMMAIRE

RAPPORT FINANCIER DU GROUPE SIRAGA

Arrêté des comptes au 30 septembre 2010 (1^{er} semestre)

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier/Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Le présent rapport a notamment pour objet de présenter la situation de notre société et celle de notre groupe.

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement-général de l'AMF.

Il est notamment disponible sur le site de notre société www.siraga.com.

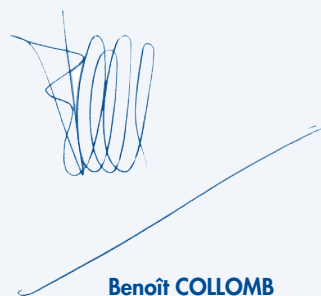
I.	ATTESTATION DU RESPONSABLE	p 3
II.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	p 4
	1. GROUPE SIRAGA	p 4
	1. Référentiel comptable	p 4
	2. Variation de la composition du Groupe	p 4
	3. Faits marquants impactant le Groupe sur la période	p 6
	4. Evénements postérieurs à l'arrêté	p 6
	5. Information sur les instruments financiers	p 7
	6. Facteurs de risques	p 7
	7. Développement durable	p 10
	8. Informations sur le capital	p 11
	9. Rémunérations des principaux dirigeants et mandataires sociaux	p 11
	10. L'activité du groupe par branches d'activités	p 11
	2. LA SOCIÉTÉ SIRAGA SA (BRANCHE GPL)	p 14
	1. Son activité propre	p 14
	2. Le capital de la société	p 17
	3. Les mandataires	p 18
	4. Les commissaires aux comptes	p 18
	5. Les salariés	p 18
	6. Les conventions réglementées	p 19
	ANNEXE 1. Les conséquences sociales et environnementales de l'activité	p 19
	1. Conséquences sociales de l'activité	p 19
	2. Conséquences environnementales de l'activité	p 21
III.	COMPTES CONSOLIDÉS DU SEMESTRE ÉCOULÉ	p 24
IV.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	P 37
V.	MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.	P 40

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société SIRAGA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de

leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

*Fait à Buzançais
Le mardi 30 novembre 2010*



Benoît COLLOMB
Président du Conseil d'Administration

II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1. GROUPE SIRAGA

1. Référentiel comptable

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes semestriels consolidés du Groupe au 30 septembre 2010 ont été élaborés en application des normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces normes ont été appliquées par le Groupe de manière homogène pour toutes les périodes présentées.

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS implique que le Groupe effectue des choix comptables, procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui peuvent affecter le montant des actifs et passifs ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période.

Des changements de faits et de circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Lors de l'arrêté semestriel au 30 septembre 2010, les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles du premier semestre de l'exercice précédent.

MÉTHODE DE CONVERSION

Les sociétés étrangères ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leurs bilans sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période.

2. Variation de la composition du Groupe

Les sociétés détenues par le Groupe sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé quand le pourcentage des droits de vote est supérieur à 50 % ou quand le contrôle est effectif au travers d'accord avec les partenaires.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intragroupe sont éliminées en consolidation.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée quand le pourcentage des droits de vote est supérieur ou égal à 20 %, sauf si l'absence de participation à la gestion de la société démontre l'absence d'influence notable.

La société Sovam SAS est en cours de cession au 30 septembre 2010.

■ Sociétés consolidées par intégration globale

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège social	Méthode	Méthode	%	%	% intérêt	% intérêt
			de conso.	de conso.	contrôle	contrôle	30/09/2010	31/03/2010
			30/09/2010	31/03/2010	30/09/2010	31/03/2010		
Siraga S.A. (France)	381619519	ZI Les Hervaux 36500 Buzançais	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	100,00	100,00
Sovam S.A.S. (France)	411522584	3, route de la Bressandière 79202 Parthenay	IG	IG	89,90	89,90	89,90	89,90
Siraga Do Brasil (Brésil)		Rua Padre Venancio Resende, 131 Casa Verde Sao Paulo	IG	IG	90,00	90,00	90,00	90,00
Siraga Engineering (Belgique)		Av. J.- Mermoz, 22 6041 Gosselies	IG	IG	70,00	70,00	70,00	70,00
Siraga Algérie		18 rue Becquerel Alger	IG	IG	97,50	97,50	97,35	97,35
iberINGAS (Espagne)		Av. de les Garrigues 38-44 080820 El Prat De Llobregat	IG	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

■ Sociétés consolidées par mise en équivalence

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
BRANCHE GPL Siraga India	Mumbai (Inde)		40,00	40,00

La société Siraga South East Asia a été créée en 1994. Située en Malaisie, cette société n'est détenue qu'à hauteur de 10 % par la SA Siraga et n'est donc pas intégrée dans le périmètre de consolidation en l'absence d'influence notable.

Activité et résultats des filiales

Société	Capitaux propres (après résultat — en K€)		Valeur des titres détenus	VNC des titres détenus	Prêts et avances consentis non remboursés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés au cours du semestre	Quote part du capital détenu	Chiffre d'affaires (en K€)	Résultat du dernier exercice connu
	Capital	Capitaux propres								
Siraga South East Asia	44	351	3	3				10 %		-2 (28/02/10)
Sovam	1000	748	69	69				89,90 %	6900	-192 (30/09/10)
Siraga do Brasil	22	45	36	36	89			90 %	1055	-117 (30/09/10)
Siraga Engineering	200	477	140	140				70 %	351	4 (30/09/10)
Siraga Algérie	10	-57	12	12	685			97 %	169	-322 (30/09/10)
Siraga India	8	-118	3	0	305			40 %	26	-44 (30/09/10)
Iberingas	50	27	50	0	84			100 %	48	1 (30/09/10)

Chiffres clés

Données consolidées en milliers d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende, du nombre d'actions et des pourcentages.

Compte de résultat (K€)	30/09/2010	30/09/2009	30/09/2008
Chiffre d'affaires consolidé GPL	15641	9951	13802
Résultat opérationnel courant	305	-1032	-1497
Résultat opérationnel	285	-1034	-1537
Coût de l'endettement financier net	-94	-136	-287
Résultat consolidé des activités poursuivies	-14	-835	-1879
Résultat consolidé des activités en cours de cession	-195	263	205
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	2	-808	-1852
Résultat net part du Groupe des activités en cours de cession	-175	236	185

Tableau de financement (K€)	30/09/2010	30/09/2009	30/09/2008
Capacité d'autofinancement	740	-1140	-1005
Variation du besoin en fonds de roulement	-3920	1319	1012
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-3011	856	-1549
Flux de trésorerie liés aux investissements	-425	-142	-324
Flux de trésorerie liés aux financements	-256	772	1272
Flux net de trésorerie généré par les activités en cours de cession	-654	-16	0
Variation de trésorerie	-4346	1471	-601
Trésorerie de clôture	-2224	128	-1661

Aucun autre élément significatif, autre que ceux mentionnés dans le détail de l'activité, n'est à préciser.

Ventilation du chiffre d'affaires consolidé (encours de chiffre d'affaires inclus)

Rappel : Le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies (activité GPL) après retraitement des comptes réciproques est de 15,64 M€ contre 9,95 M€ pour le premier semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 57,2 %. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe (activité en cours de cession incluse) après retraitement des comptes réciproques est de 22,54 M€ contre 17,68 M€ pour le premier semestre de l'exercice précédent, soit une hausse de 27,5 %.

Critère utilisé : marchés sectoriels et géographiques

Le Groupe est géré en deux segments principaux divisés chacun en 2 secteurs géographiques.

Branche Aéroportuaire

Conception, réalisation et installation d'équipements aéroportuaires et de traitement et de gestion du fret.

Rénovation des équipements aéroportuaires et mise en conformité aux normes de sécurité des équipements existants.

Branche Gaz

Conception, réalisation et installation d'unités d'emplissage, de réparation et de fabrication pour les bouteilles de gaz GPL.

Réalisation clé en main d'installations d'engineering.

En milliers d'euros	1 ^{er} semestre 2010/2011				1 ^{er} semestre 2009/2010			
	France	Export	TOTAL	%	France	Export	TOTAL	%
Activité poursuivie								
GPL	2 366	13 275	15 641	69,39	3 114	6 837	9 951	56,27
Activité en cours de cession								
Aéroportuaire	2 647	4 253	6 900	30,61	3 147	4 587	7 734	43,73
Chiffre d'affaires total incluant l'activité en cours de cession								
Total	5 013	17 528	22 541	100,00	6 261	11 424	17 685	100,00
%	22,24	77,76	100,00		35,40	64,60	100,00	

3. Faits marquants impactant le Groupe sur la période

Le Groupe Siraga termine le premier semestre 2010-2011 avec un chiffre d'affaires consolidé de 22,54 M€ contre 17,68 M€ au premier semestre de l'exercice précédent. Cette hausse de plus de 27 %, le Groupe la doit à son activité GPL qui enregistre un rebond de ses ventes sur la période. Pour ce qui est de sa branche Aéroportuaire, le Groupe réitère que les conditions de marché sont particulièrement difficiles dans une conjoncture toujours très déprimée.

ACTIVITÉ AÉROPORTUAIRE

Sovam, la filiale du Groupe Siraga spécialisée dans la fourniture d'équipements aéroportuaires, enregistre, au 30 septembre 2010, un chiffre d'affaires de 6,9 M€ en recul de près de 11 % par rapport au premier semestre 2009-2010. La conjoncture est toujours très déprimée dans le secteur aéroportuaire. La baisse des ventes de Sovam est directement imputable à ces conditions de marché particulièrement difficiles.

A noter toutefois, la filiale du Groupe Siraga a enregistré plusieurs commandes importantes sur la période, commandes

portant notamment sur des escaliers d'embarquement pour les passagers ou des tracteurs d'avions, matériels à destination des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

ACTIVITÉ GPL

Le Groupe Siraga affiche un chiffre d'affaires de sa branche GPL de 15,6 M€ à fin septembre 2010 contre 9,9 M€ à la même date l'an passé. Cette hausse de plus de 57 % confirme la tendance déjà observée lors du trimestre précédent, à savoir le rebond d'activité et le retour aux investissements du secteur GPL.

Pour preuve, Siraga a enregistré de nombreuses commandes au cours de ce premier semestre, notamment plusieurs projets de lignes d'emplissage pour des clients d'Amérique Latine et d'Afrique.

Siraga s'est également vu confier une commande de plus d'un million d'euros portant sur la fourniture de casiers de transport des bouteilles de gaz, pour un client au Qatar.

4. Événements postérieurs à l'arrêté

En date du 19 novembre 2010, Siraga a signé la vente de sa filiale Sovam, spécialisée dans la fourniture d'équipements aéroportuaires, à la société française Mécanelle. Cette transaction, réalisée en numéraire, se traduira par une plus-value de cession dans les comptes consolidés de Siraga. Cette cession traduit l'intention de Siraga de recentrer ses activités sur sa branche GPL et plus particulièrement l'Engineering.

Cette cession a permis au Groupe de rembourser par anticipation le prêt de 1 800 000 euros contracté en mai 2009, préalablement remboursable sur 48 mois.

PERSPECTIVES GÉNÉRALES

Avec un carnet de commandes de plus de 28 M€ à fin octobre 2010, le Groupe Siraga confirme que son chiffre d'affaires GPL pourrait continuer à progresser au cours de l'exercice.

5. Information sur les instruments financiers

■ Actifs et passifs financiers

Juste valeur des actifs & passifs financiers et comparaison avec leur valeur comptable (IFRS 7.25 & 26).

au 30/09/2010 (en milliers d'euros)	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées		X				3	3
Dépôts et investissements à long terme			X			74	74
Autres actifs non courants			X			4	4
Clients			X			17 103	17 103
Autres créances courantes			X			2 292	2 292
Placements à court terme	X					291	291
Banques	X					1 388	1 388
Total actifs financiers						21 155	21 155
Emprunts				X		1 600	1 600
Dettes liées aux contrats de location-financement				X		50	50
Autres dettes financières à long terme							
Autres dettes financières non courantes							
Découverts bancaires				X		3 904	3 904
Autres dettes financières à court terme				X		154	154
Dettes fournisseurs				X		13 204	13 204
Autres dettes courantes				X			
Total passifs financiers						18 911	18 911

au 31/03/2010 (en milliers d'euros)	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées		X				3	3
Dépôts et investissements à long terme			X			77	77
Autres actifs non courants			X			4	4
Clients			X			17 418	17 418
Autres créances courantes			X			2 299	2 299
Placements à court terme	X					18	18
Banques	X					3 040	3 040
Total actifs financiers						22 860	22 860
Emprunts				X		1 885	1 885
Dettes liées aux contrats de location-financement				X		269	269
Autres dettes financières à long terme							
Autres dettes financières non courantes							
Découverts bancaires				X		924	924
Autres dettes financières à court terme				X		1 816	1 816
Dettes fournisseurs				X		17 163	17 163
Autres dettes courantes				X		19	19
Total passifs financiers						22 076	22 076

Réconciliation ouverture/clôture par catégorie d'actifs financiers pour les comptes de provision pour dépréciation (IFRS 7.16).

(en milliers d'euros)	Ouverture	Activité en cours de cession	Dotations	Consommation	Reprise sans objet	Ecart de conversion	Clôture
30/09/2010	665	-36	200		-29	-7	792
31/03/2010	725		329	-380	-9		665

6. Facteurs de risques

CONTRÔLE INTERNE

La société consciente des nécessités, des règles et des procédures dans un grand nombre de domaines, a organisé un contrôle interne.

Ce contrôle interne est destiné à sécuriser l'atteinte des objectifs du Groupe, gérer ses risques, protéger ses actifs, maîtriser ses opérations, respecter les consignes de la Direction, produire une information financière et comptable fiable et assurer le respect de la mise en conformité aux lois et règlements en vigueur.

RISQUES PAYS

Une fraction importante du chiffre d'affaires du Groupe est réalisée dans des pays en dehors des marchés français et européens comportant des risques spécifiques. Le Groupe ne peut garantir que la réalisation de certains événements géopolitiques affectant certains de ces pays n'aura pas un impact significatif sur les activités qui s'y trouvent exercées, notamment et de façon non exhaustive, l'instabilité politique, économique et social d'un pays, l'inflation, les catastrophes naturelles et les troubles civils (guerre, instabilité du gouvernement, renversement).

A. RISQUE DE MARCHÉ

1. Risques relatifs aux marchés de l'activité GPL

Sensibilité aux paramètres d'environnement

L'activité de Siraga est particulièrement sensible aux variations du prix du pétrole. En effet, le prix du GPL est en partie fixé par rapport à celui du pétrole. Une hausse du prix du Butane et du Propane a donc pour conséquence d'encourager la politique d'investissements de ses clients mais a également pour contrainte finale la hausse du prix de la bouteille de gaz pour le consommateur qui à terme pourrait réduire ses achats.

Le GPL reste une énergie de très bonne qualité comparée aux autres car pauvre en souffre et ne rejetant pas de particules lors de sa combustion.

2. Risques relatifs aux marchés de l'activité Aéroportuaire

Sensibilité aux paramètres d'environnement

Le chiffre d'affaires de l'activité Aéroportuaire dépend principalement de deux facteurs :

- l'évolution du trafic aérien
- l'activité d'Airbus

B. CONCURRENCE

1. GPL

L'unique concurrent de Siraga est le Danois Kosan Crisplant ; en conséquence, il ne reste plus que deux acteurs majeurs sur le marché mondial du GPL.

2. Aéroportuaire

Le principal concurrent de Sovam est la société française TLD.

C. EVOLUTIONS DES RÉGLEMENTATIONS

Le Groupe est soumis aux lois qui s'imposent à toutes les sociétés et cherche à avoir une attitude irréprochable. Le Groupe demande donc en conséquence à ses filiales de respecter les réglementations des pays dans lesquels elles interviennent.

D. GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Le Groupe s'efforce de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa devise de comptes (principalement l'euro, le Réal brésilien et le Dinar algérien).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue entre autre par des opérations de change au comptant et à terme. La plupart de ces contrats de vente à terme de devises ont une échéance inférieure à une année en date de clôture. Si nécessaire, les contrats de ventes à terme de devises peuvent être prorogés au delà de leur échéance initiale.

Le Groupe se couvre pour des flux prévisionnels sur la quasi-totalité des offres commerciales effectuées dans une monnaie autre que l'euro. Celles-ci se trouvent systématiquement protégées avant la conclusion du marché par un contrat « change » souscrit auprès de l'Assurance Coface.

Dans le cadre du marché Gasco, Arabie Saoudite, le Groupe a souscrit une protection supplémentaire auprès de la banque BNP Paribas : le Flexi Terme. Ce contrat est une couverture à terme qui permet de garantir un cours de change sur une période déterminée. Il est possible d'utiliser cet outil à tout moment de manière très simple : une enveloppe de 1 472 190 USD est mise à disposition, elle servira à régler les différents prestataires locaux saoudiens qui souhaitent être réglés en Dollars (partie montage et génie civil).

La politique du Groupe est, et a toujours été de ne pas souscrire d'instruments à des fins de spéculation.

En gérant les risques de change, le Groupe vise à réduire l'impact de variations à court terme dans le résultat du groupe. A long terme néanmoins, des différences permanentes dans le taux de change impacteront le résultat consolidé. L'effet des contrats de ventes à terme de devises a été pris en compte dans ce calcul.

E. GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel d'une translation d'une amplitude de 1 point des indices de référence au 30 septembre 2010.

	Au 30/09/2010	Encours moyen	Indice de référence	Indice de sensibilité	Impact sur le coût d'endettement
Dettes à taux variable	12	23	Variable	1 %	0,23
Dettes à taux fixe	1 638	1 777	Fixe	1 %	17,77
Préfinancement	3 900	3 570	Variable	1 %	35,70
Dailly	154	228	Variable	1 %	2,28
Découverts bancaires	4	14	Variable	1 %	0,14
Total	5 707	5 612			56,12

	Au 31/03/2010	Encours moyen	Montants hors activité en cours de cession	Indice de référence	Indice de sensibilité	Impact sur le coût d'endettement
Dettes à taux variable	175	208	35	Variable	1 %	2,08
Dettes à taux fixe	1 980	1 642	1 916	Fixe	1 %	16,42
Préfinancement	894	2 501	894	Variable	1 %	25,01
Dailly	1 816	3 398	303	Variable	1 %	33,98
Découverts bancaires	30	234	24	Variable	1 %	2,34
Total	4 895	7 984	3 172			79,84

F. RISQUES RELATIFS AUX MARCHÉS BOURSIERS

Le Groupe ne détient au 30 septembre 2010 aucune participation dans des sociétés cotées.

G. RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le Groupe bénéficie de lignes de crédits confirmées, accordées par des banques à vocation internationale, lui permettant d'accompagner sa croissance et de parer à tout besoin de fonds de roulement.

C'est donc dans le cadre de la gestion préventive de la croissance du Groupe que les banques ont entre autre accepté de lui accorder des « financements d'avance » dits « Préfinancements » sur des contrats clients en force, devant ainsi permettre d'anticiper la croissance et non de la ralentir.

Oséo intervient en cofinancement bancaire des lignes de « Préfinancements » en apportant une contre-garantie (Tarneaud 1,5 M€ et LCL 0,5 M€)

Le tableau ci-après représente les lignes accordées ainsi que leur utilisation et par différence le disponible au 30 septembre 2010.

En milliers d'euros	30/09/10	Limite	Disponible
PART À PLUS D'UN AN			
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 028	1 028	
Dettes liées aux contrats de location financement	22	22	
Total non courant	1 050	1 050	
PART À MOINS D'UN AN			
Emprunts auprès d'établissements de crédit	558	558	
Dettes liées aux contrats de location financement	27	27	
Dettes financières			
Dailly	154	2 730	2 576
Préfinancement	3 900	7 700	3 800
Découverts bancaires	4	130	126
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	14	14	
Total courant	4 658	11 159	6 502
Total de l'endettement brut	5 708	12 209	6 502
Valeurs mobilières	291	291	
Disponibilités	1 388	1 388	
Autres			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 679	1 679	
Endettement net	4 029	10 530	6 502

Description des engagements hors-bilan liés à l'activité courante reçus par le groupe et donnés par des organismes financiers :

Un ensemble de garanties a été accordé aux clients par différents établissements financiers.

Le Groupe rémunère ces engagements par voie de commissions.

A titre d'information les engagements reçus par les clients sont les suivants :

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Avals, cautions, garanties donnés en EUR	4 297	5 414
Avals, cautions, garanties donnés en USD	3 538	1 430
Avals, cautions, garanties donnés en DZD *	1 119	781
Total	8 954	7 625

* DZD : Dinar algérien

A titre d'information, les engagements reçus par les clients de l'activité Aéroportuaire sur le premier semestre 2010/2011 et 2009/2010 sont les suivants. Les montants indiqués ci-dessous

sont exprimés en milliers d'euros convertis respectivement aux taux du 30 septembre 2010 et du 31 mars 2010.

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Avals, cautions, garanties donnés en EUR	1 397	1 453
Avals, cautions, garanties donnés en USD	1	2 110
Avals, cautions, garanties donnés en TND *	8	9
Avals, cautions, garanties donnés en MAD *	9	9
Avals, cautions, garanties donnés en CFP *	-	44
Avals, cautions, garanties donnés en EGP *	13	14
Total	1 428	3 639

* TND : Dinar tunisien, MAD : Dirham marocain, CFP : Franc pacifique, EGP : livre égyptienne

Autres engagements

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Hypothèques & nantissements donnés	2 100	2 100
Avals, cautions, garanties reçus	98	163
Clause de réserve de propriété	3 253	7 406
Ventes de devises à terme	309	-
Crédits documentaires import	102	183

Obligations et engagements contractuels

En milliers d'euros	30/09/09	-1 an	1-5 ans	> 5 ans
Part à plus d'un an				
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 028		1 028	
Dettes liées aux contrats de location financement	22		22	
Total non courant	1 050		1 050	
Part à moins d'un an				
Emprunts auprès d'établissements de crédit	558	558		
Dettes liées aux contrats de location financement	27	27		
Dettes financières				
Dailly	154	154		
Préfinancement	3 900	3 900		
Découverts bancaires	4	4		
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	14	14		
Total courant	4 658	4 658		
Total de l'endettement brut	5 708	4 658	1 050	

■ Indicateurs financiers

Ratio d'endettement

Total des dettes (passifs non courants + passifs courants) par rapport au total de l'actif

30/09/2010:

$(2\,462 \text{ K€} + 24\,310 \text{ K€}) / 34\,620 \text{ K€} = 77,33 \%$

31/03/2010:

$(3\,254 \text{ K€} + 21\,000 \text{ K€}) / 32\,284 \text{ K€} = 75,13 \%$

Ratio de liquidité

(Actifs courants – Stocks)/Dettes (passifs non courants + passifs courants)

30/09/2010:

$(30\,493 \text{ K€} - 22\,36 \text{ K€}) / 26\,772 \text{ K€} = 105,55 \%$

31/03/2010:

$(26\,515 \text{ K€} - 3\,739 \text{ K€}) / 24\,254 \text{ K€} = 93,91 \%$

H. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à des engagements contractuels ou à l'encaissement des créances.

Les créances douteuses sont provisionnées au cas par cas et cela en fonction de l'appréciation des circonstances par la Direction.

Les risques de crédits dépassant des niveaux autorisés sont systématiquement couverts par des lettres de crédit irrévocables émises par une banque de premier ordre et confirmées par une banque du pool Siraga. On relève également la mise en place régulière d'assurances spécifiques Unistrat Coface hormis la supervision de chantiers de contrats.

Par ailleurs, le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif compte tenu de la très forte dilution de son portefeuille de créances et des procédures rigoureuses de gestion et de recouvrement mises en place.

I. RISQUES FISCAUX

L'ensemble des sociétés du Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux réguliers réalisés par les autorités fiscales des pays concernés.

J. LITIGES

Il n'existe pas à la connaissance du Groupe, de fait exceptionnel ou d'affaire contentieuse qui serait susceptible d'affecter significativement et avec une probabilité sérieuse ses résultats, sa situation financière, son patrimoine ou son activité.

K. ASSURANCES

L'objectif du Groupe est l'application d'une politique visant à obtenir une couverture externe d'assurance permettant de prendre en charge les risques relatifs à la commercialisation, la production et l'installation de ses équipements ou études ainsi que tout autre dommage.

7. Développement durable

Au-delà de ses résultats financiers et de son modèle économique, le Groupe Siraga développe son activité en respectant un cadre de valeurs partagées par l'ensemble de ses collaborateurs.

La démarche du Groupe se conforme à des règles de conduite

qui s'appuient sur des principes éthiques fondateurs et de profondes convictions. L'objectif de Siraga est d'assurer une croissance durable et responsable.

8. Informations sur le capital

L'objectif du groupe lorsqu'il gère ses fonds propres est d'opérer à un haut niveau de solvabilité, ceci permettant une croissance interne et externe harmonieuse.

■ Capital émis

Le capital social de la société mère Siraga SA s'élève à 3 000 000 euros au 30 septembre 2010. Il est divisé en 800 000 actions de 3,75 euros de valeur nominale.

Les actions nominatives détenues depuis plus de 4 ans donne droit de vote double.

■ Historique des variations du capital au cours des cinq dernières années

Néant.

■ Évolution de la répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années

Au cours des trois dernières années, la répartition du capital et des droits de vote a évolué de la manière suivante :

Au 30 septembre 2008	GPL Industrie Titres nominatifs	B COLLOMB Titres nominatifs	Autocontrôle	Autres actionnaires Titres nominatifs	Public
Nombre d'actions	523 043	40 505	33 978	21 677	180 797
Nombre de voix	954 083	64 825	0	22 203	180 797

Au 30 septembre 2009	GPL Industrie Titres nominatifs	B COLLOMB Titres nominatifs	Autocontrôle	Autres actionnaires Titres nominatifs	Public
Nombre d'actions	523 043	40 505	33 978	72 178	130 296
Nombre de voix	954 083	64 825	0	72 704	130 296

Au 30 septembre 2010	GPL Industrie Titres nominatifs	B COLLOMB Titres nominatifs	Autocontrôle	Autres actionnaires Titres nominatifs	Public
Nombre d'actions	523 064	42 248	33 978	53 588	147 122
Nombre de voix	1 013 463	66 568	0	54 014	147 122

La société est autorisée à opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachats d'actions.

■ Participation des salariés dans le capital

Aucune

■ Franchissements de seuils déclarés à la Société

Aucun franchissement de seuil n'a été déclaré à la Société au cours du premier semestre 2010-2011.

■ Accord d'actionnaires portant sur les titres composant le capital de la Société.

La Société n'a pas connaissance d'accord d'actionnaires portant sur les titres composant son capital.

9. Rémunérations des principaux dirigeants et mandataires sociaux

Cette information n'est pas communiquée car elle revient à donner une information confidentielle.

10. L'activité du groupe par branches d'activités

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SOVAM (BRANCHE AÉROPORTUAIRE)

■ Principes et méthodes comptables

Les comptes semestriels de l'arrêté au 30 septembre 2010 ainsi que ceux présentés à titre de comparaison au 30 septembre 2009 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux pratiques comptables généralement admises notamment continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

■ Commentaires sur l'activité de la société Sovam SAS au cours de la période écoulée

Sovam termine le premier semestre 2010-2011 avec un chiffre d'affaires de 6,9 M€, en recul de 10 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La conjoncture est toujours très déprimée dans le secteur aéroportuaire. La baisse des ventes de Sovam est directement imputable à ces conditions de marché particulièrement difficiles.

Malgré ce contexte difficile, Sovam s'est vu attribuer plusieurs commandes importantes sur la période, notamment pour des équipements d'embarquement pour les passagers et des tracteurs d'avions, matériels à destination des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Ventilation France/Export du chiffre d'affaires (encours de chiffre d'affaires inclus)

en milliers d'euros	1 ^{er} semestre 2010-2011			1 ^{er} semestre 2009/2010		
	France	Export	TOTAL	France	Export	TOTAL
Aéroportuaire	4 253	2 647	6 900	4 587	3 147	7 734
%	61,64	38,36	100,00	59,31	40,69	100,00

■ Au titre des principaux faits marquants du secteur Aéroportuaire impactant la société Sovam pour la période, on peut noter :

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a indiqué en janvier 2010 que le trafic international aérien a connu en 2009 la pire année de son histoire, marquée par une baisse sans précédent de la demande, et que 2010 ne devrait donner « aucune raison de se réjouir ». Les compagnies aériennes ont enregistré des pertes record avec comme conséquence pour Sovam, le gel des investissements.

■ Perspectives et évènements importants survenus depuis le 30 septembre 2010

En date du 19 novembre 2010, Siraga a signé la vente de sa filiale Sovam à la société française Mécanelle. Cette transaction, réalisée en numéraire, se traduira par une plus-value de cession dans les comptes consolidés de Siraga. Cette cession traduit l'intention de Siraga de recentrer ses activités sur sa branche GPL et plus particulièrement l'Engineering.

Cette cession a permis au Groupe de rembourser par anticipation le prêt de 1 800 000 euros contracté en mai 2009, préalablement remboursable sur 48 mois.

Rappel des chiffres

Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 6,9 M€ contre 7,73 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation au 30 septembre 2010 est de -0,26 M€ contre 0,31 M€ au 30 septembre 2009.

Le résultat financier au 30 septembre 2010 est de -0,022 M€ contre -0,05 M€ au 30 septembre 2009. Il correspond principalement à de la cession de créances auprès des banques permettant ainsi de pallier les décalages de trésorerie générés par des contrats significatifs.

Le résultat exceptionnel au 30 septembre 2010 est de 0,09 M€. Il est composé principalement par une pénalité de retard client de 134 K€ et une provision pour client douteux de 35 K€.

Le résultat courant avant impôt au 30 septembre 2010 est de -0,28 M€ contre 0,26 M€ au 30 septembre 2009.

La participation quant à elle, est nulle.

L'impôt sur les sociétés est impacté par d'un produit de 88 K€ issu d'un carry back.

Le résultat net au 30 septembre 2010 est de -0,19 M€ contre 0,03 M€ au 30 septembre 2009.

État des échéances des créances et des dettes

Rubriques	Brut	Échéance	Disponible
		A 1 an au +	à + d'1 an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres	4 K€		4 K€
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT :			
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	2 525 K€	2 453 K€	72 K€
Personnel	2 K€	2 K€	
Organismes sociaux	8 K€	8 K€	
Etat et autres collectivités publiques	147 K€	59 K€	88 K€
Groupes et associés			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	99 K€	99 K€	
TOTAL	2 686 K€	2 522 K€	164 K€
DETTES			
Emprunts auprès des Ets de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Fourn. et comptes rattachés ⁽²⁾	2 914 K€	2 914 K€	
Personnel	240 K€	240 K€	
Organismes sociaux	560 K€	560 K€	
Etat et autres collectivités publiques	122 K€	122 K€	
Dettes sur immobilisations			
Groupe et Associés			
Autres dettes	33 K€	33 K€	
Produits constatés d'avance	267 K€	267 K€	
TOTAL	4 136 K€	4 136 K€	

1) dont effets à négocier : 0 K€, (2) dont effets à payer : 379 K€

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	16	
Agents de maîtrise	5	
Employés et techniciens	20	
Ouvriers	47	1
TOTAL	88	1

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA ENGINEERING (BRANCHE GAZ)

Siraga Engineering assure à Siraga un savoir-faire dans la réalisation d'unités industrielles clés en mains, ainsi qu'une activité de conseil. La filiale belge est devenue un atout majeur du Groupe Siraga.

Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 0,35 M€ contre 0,52 M€ au 30 septembre 2009. Le chiffre d'affaires réalisé par Siraga Engineering représente essentiellement de la refacturation des frais de fonctionnement à sa maison mère Siraga, l'ensemble des contrats d'Engineering étant exclusivement conclu par Siraga.

- Le résultat d'exploitation est de 0,005 M€.
- Le résultat financier s'élève à -0,001 M€.
- Le bénéfice au 30 septembre 2010 est de 0,004 M€.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA DO BRASIL (BRANCHE GAZ)

Le Groupe Siraga a enregistré plusieurs commandes importantes sur le Brésil au cours du premier semestre 2010-2011, notamment des lignes d'emplissage pour Ultragas et Liquigas. Evidemment, Siraga Do Brasil a participé activement à l'obtention de ces commandes et sera un véritable support local pour les clients lors de la mise en route de ces équipements.

- Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 1,06 M€ contre 0,43 M€ au 30 septembre 2009.
- Le résultat d'exploitation est de -0,10 M€ contre -0,19 M€ au 30 septembre 2009.
- Le résultat net au 30 septembre 2010 est de -0,12 M€ contre -0,23 M€ au 30 septembre 2009.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA ALGERIE (BRANCHE GAZ)

Siraga Algérie poursuit la réalisation de la commande de Naftal, portant sur la rénovation du centre emplisseur de Bejaia. En effet, la filiale algérienne du Groupe a en charge toute la part locale du contrat, elle s'occupe notamment de la gestion des achats et de la sous-traitance.

- Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 0,17 M€ contre 0,05 M€ au 30 septembre 2009.
- Le résultat d'exploitation est de -0,32 M€ au 30 septembre 2010 contre -0,11 M€ à la même date de l'exercice précédent.
- Le résultat au 30 septembre 2010 est de -0,32 M€ contre -0,12 M€ au 30 septembre 2009.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ IBERINGAS (BRANCHE GPL)

Le Groupe Siraga a procédé à la mise en veille de sa filiale espagnole, iberLINGAS. En effet, cette entité ne disposait pas d'un prévisionnel satisfaisant.

- Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 0,05 M€ contre 0,03 M€ au 30 septembre 2009.
- Les résultats d'exploitation et net sont quasiment à l'équilibre contre -0,07 M€ au 30 septembre 2009.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA INDIA (BRANCHE GAZ)

L'Inde reste un marché à fort potentiel pour Siraga. Sa filiale Siraga India y joue un rôle de support tant technique que commercial, qu'il s'agisse de service après-vente, de montage ou de fourniture de pièces de rechange.

Au cours du premier semestre 2010-2011, Le Groupe s'est vu honorer d'une commande portant sur plusieurs bascules d'emplissage par la société Total LPG India Ltd. Cette commande qui fait suite à une commande d'une ligne complète incluant un carrousel, est la preuve de la confiance que porte Total LPG India Ltd tant à Siraga qu'à Siraga India.

- Le chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 est de 0,03 M€ contre 0,08 M€ à la même date de l'exercice précédent.
- Les résultats d'exploitation et net sociaux sont de 0,04 M€ au 30 septembre 2010.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA (BRANCHE GAZ)

Elle est ci-après relatée.

2. LA SOCIÉTÉ SIRAGA SA (BRANCHE GPL)

1. Son activité propre

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels arrêtés au 30 septembre 2010 ainsi que ceux présentés à titre de comparaison au 30 septembre 2009 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux pratiques comptables généralement admises notamment continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ SIRAGA SA AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Siraga affiche au 30 septembre 2010, un chiffre d'affaires en hausse de plus de 55%, le portant à 14,6 M€ contre 9,4 M€ à la même date de l'exercice précédent.

Cette hausse confirme la tendance déjà observée lors du trimestre précédent, à savoir le rebond de l'activité GPL et le retour aux investissements.

Sur ce premier semestre 2010-2011, Siraga a enregistré plusieurs commandes importantes, dont notamment des projets de lignes d'emplissage pour des clients d'Amérique Latine et d'Afrique.

Siraga a également reçu d'un client au Qatar, une commande de plus d'un million d'euros portant sur la fourniture de casiers pour le transport des bouteilles de gaz.

importante et récurrente du chiffre d'affaires de la société. Avec 21 % des ventes réalisées sur cette zone au cours du premier semestre de l'exercice 2010-2011, le marché européen se révèle être la seconde zone commerciale la plus importante pour Siraga.

En France, Siraga bénéficie de la confiance de ses clients historiques, tels Antargaz, Totalgaz ou Primagaz par exemple, qu'elle n'a de cesse d'accompagner dans leur développement.

■ Afrique/Maghreb/Moyen-Orient

L'activité sur cette zone géographique est en hausse sur le premier semestre 2010-2011, elle représente plus de 60 % du chiffre d'affaires de Siraga. Cette croissance s'explique par les nombreuses commandes enregistrées, que ce soit en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger, en Centre-Afrique ou au Cameroun.

■ Amérique du Sud

L'Amérique Latine est toujours un marché à fort potentiel pour Siraga, représentant 9 % des ventes du premier semestre 2010-2011. Siraga a notamment reçu plusieurs commandes de lignes d'emplissage de la part des sociétés brésiliennes Ultragaz et Liguigas.

■ Asie

Cette zone enregistre toujours une activité très soutenue, principalement en Indonésie où Siraga enregistre de nombreuses commandes. En effet, le Gouvernement indonésien poursuit sa politique de remplacement progressif du pétrole lampant par des bouteilles de gaz de 3 kg.

COMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

■ Europe/France

Le marché européen représente de façon historique une part

Ventilation du chiffre d'affaires. Critère utilisé : Marchés sectoriel et géographique

en milliers d'euros	1 ^{er} semestre 2010/2011				1 ^{er} semestre 2009/2010			
	France	Export	Total	%	France	Export	Total	%
Aéroportuaire	7	5	12	0,08	8		8	0,08
GPL	2358	12246	14604	99,92	3551	5842	9393	99,92
Total	2365	12251	14616	100,00	3559	5842	9400	100,00
%	16,18	83,82	100,00		37,86	62,14	100,00	

FAITS MARQUANTS DU SECTEUR GPL IMPACTANT LA SOCIÉTÉ SIRAGA POUR LA PÉRIODE

Au regard de la hausse d'activité enregistrée au cours de la période, Siraga confirme la reprise du secteur GPL et le retour aux investissements.

RAPPEL DES CHIFFRES

Le total des produits d'exploitation s'élève à 15,14 M€ contre 10,02 M€ lors du premier semestre de l'exercice précédent, soit une variation de 50,99 %.

Les charges d'exploitation de la période se sont élevées à 14,34 M€ contre 10,68 M€ au 30 septembre 2009, soit une variation de 34,21 %.

Le montant des traitements de salaires s'élève à 2,34 M€ contre 2,07 M€ la période précédente soit une variation de + 13,19 %.

Le résultat d'exploitation est de 0,8 M€ contre -0,7 M€ au 30 septembre 2009.

Le résultat financier est de -0,05 M€ contre -0,03 M€ au 30 septembre 2009.

Il est impacté principalement par :

- Des différences de change positives générées par les établissements stables pour approximativement 28 K€,
- Le paiement d'intérêt relatif pour l'essentiel à l'utilisation de préfinancements destinés à pallier aux décalages de trésorerie, soit 98 K€.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 0,74 M€ contre -0,69 M€ au 30 septembre 2009.

Le résultat exceptionnel est de -0,43 M€.

Ce résultat est principalement constitué par la comptabilisation d'un amortissement dérogatoire de 0,12 M€ destiné à compléter l'amortissement économique. L'application des principes de convergence des règles comptables françaises vers les normes IFRS a généré chez Siraga des durées d'amortissement d'usage (fiscales) plus courtes que les durées d'amortissement d'utilisation (comptables) impliquant l'enregistrement d'un amortissement dérogatoire.

Le résultat net est de 0,34 M€ contre -0,76 M€ au 30 septembre 2009.

Au 30 septembre 2010, le total du bilan de la société s'élevait à 26,87 M€ contre 17,53 M€ au 30 septembre 2009, soit une variation de 53,28 %.

INDICATEURS DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ

	2010/2011	2009/2010
Délai moyen règlements clients	117 jours	102 jours
Délai moyen règlements fournisseurs	54 jours	68 jours
Délai moyen de rotation des encours	78 jours	48 jours
Expression du stock en nombre de jours	83 jours	82 jours

Ces indicateurs sont complétés de l'ensemble des indicateurs relatifs à la politique de management de la Qualité (certification ISO 9001) au titre desquels on peut citer :

Indicateurs de SAV, stock-mort, retard clients, satisfaction clients...

Informations relatives aux délais de paiement fournisseurs

En euros Au 30 septembre 2010	Dettes non échues			Dettes échues
	Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	
Total des dettes fournisseurs	2 234 962,71	588 721,84	61 210,36	125 446,23

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

Rubriques	Brut	Échéance	Disponible
		A 1 an au +	à + d'1 an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	173 K€	173 K€	
Prêts	35 K€		35 K€
AUTRES	37 K€		37 K€
Créances de l'actif circulant:			
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	13 766 K€	13 766 K€	
Personnel	51 K€	51 K€	
Organismes sociaux	11 K€	11 K€	
Etat et autres collectivités publiques	772 K€	772 K€	
Groupes et associés	1 438 K€	1 438 K€	
Autres créances			
Charges constatées d'avance	121 K€	121 K€	
TOTAL	16 404 K€	16 332 K€	72 K€
DETTES			
Emprunts auprès des Ets de crédit ⁽³⁾	1 585 K€	558 K€	1 027 K€
Emprunts et dettes financières diverses			
Fourn. et comptes rattachés ⁽²⁾	4 728 K€	4 728 K€	
Personnel	749 K€	749 K€	
Organismes sociaux	793 K€	793 K€	
Etat et autres collectivités publiques	206 K€	206 K€	
Dettes sur immobilisations	35 K€	35 K€	
Groupe et Associés	709 K€	709 K€	
Autres dettes			
Produits constatés d'avance	1 561 K€	1 561 K€	
TOTAL	14 284 K€	14 284 K€	1 027 K€

(1) dont effets à négocier : 41 K€

(2) dont effets à payer : 145 K€

(3) dont Préfinancement : 3 900 K€

Banques	Lignes autorisées	Utilisation au 30/09/10	Utilisation au 31/03/10
BNP Paribas	2 000 K€	1 500 K€	150 K€
Palatine	1 500 K€		200 K€
Tarneaud	3 200 K€	2 400 K€	544 K€
Fortis	1 100 K€		
LCL	1 000 K€		
TOTAL	8 800 K€	3 900 K€	894 K€

Indicateurs financiers

Ratio d'endettement

(si > à 80 % signifie que l'entreprise est endettée)

Total des dettes par rapport au total de l'actif

30/09/2010:

14284 K€/26870 K€ = 53,16 % (dont 3,82 % à + d'1 an)

31/03/2010:

14046 K€/22528 K€ = 62,35 % (dont 5,79 % à + d'1 an)

Ratio de liquidité

(si > à 1 signifie que l'entreprise est solvable)

(Actifs circulants – Stocks)/Dettes à court terme

30/09/2010:

(22797 K€ – 2158 K€)/16332 K€ = 1,26

31/03/2010:

(18405 K€ – 1712 K€)/12741 K€ = 1,31

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE 2010

En date du 19 novembre 2010, Siraga a signé la vente de sa filiale Sovam, spécialisée dans la fourniture d'équipements aéroportuaires, à la société française Mécanelle. Cette transaction, réalisée en numéraire, se traduira par une plus-value de cession dans les comptes consolidés de Siraga. Cette cession traduit l'intention de Siraga de recentrer ses activités sur sa branche GPL et plus particulièrement l'Engineering.

Cette cession a permis au Groupe de rembourser par anticipation le prêt de 1 800 000 euros contracté en mai 2009, préalablement remboursable sur 48 mois.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

De façon à conserver son avance technologique face à sa concurrence et proposer à ses clients des nouveaux procédés, Siraga a maintenu sur ce premier semestre de l'exercice ses efforts en termes de développements et de conception de nouveaux produits.

Les enjeux généraux de la Recherche et Développement de Siraga se définissent principalement sur 2 axes :

- La compétitivité, le renouvellement et la qualité des produits, leurs adaptations aux besoins des marchés et des clients, leurs cycles de vie et leurs impacts;
- L'efficacité, la fiabilité, la durée de vie et la sécurité des produits et des installations livrées.

Les efforts de la période en R & D portent principalement sur le développement d'un concept de distributeur de bouteilles de gaz qui se décline en deux versions :

- Un distributeur monomarque de petite capacité « Distri'Gas » totalement autonome (alimentation par panneaux solaires photovoltaïques/système GSM/paiement par carte bancaire...)
- Un distributeur multimarque de grande capacité « Vendis » (alimentation secteur/système GSM/paiement par carte bancaire...).

Ce nouvel équipement permet aux particuliers d'acheter ou d'échanger une bouteille de gaz, en libre service, et ce 24h/24. Il peut être installé sur le parking d'une station service ou d'un supermarché. En plus de répondre aux attentes des clients du fait du libre service 24h/24, le distributeur automatique permet également de sécuriser totalement les aires de ventes.

Un deuxième prototype « VENDIS » a été installé dans la deuxième quinzaine du mois de novembre 2010.

Ce projet a bénéficié de l'aide d'Oséo Innovation sous forme d'une aide à l'innovation :

- Distri'Gas = 160 K€
- Vendis = 280 K€

Ces 2 projets ont dégagé un investissement global de 356 420 euros au 30 septembre 2010, soit la quasi totalité des développements.

Le montant global de l'investissement relatif au développement de l'ensemble des projets de R & D sur la période, représentant en effet 356 534 euros.

FACTEURS DE RISQUES

- Contrôle interne

La société consciente des nécessités des règles et des procédures dans un grand nombre de domaines a organisé un contrôle interne.

Ce contrôle interne est destiné à sécuriser l'atteinte des objectifs de la société, gérer ses risques, protéger ses actifs, maîtriser ses opérations, respecter les consignes de la Direction, produire une information financière et comptable fiable et assurer le respect de la mise en conformité aux lois et règlements en vigueur.

Dans un rapport en date 8 juillet 2010, la société Lloyd's Register Quality Assurance France (LRQA) a de nouveau déclaré, après audit, que le système de management de Siraga en son site de Buzançais était recommandé pour les normes ISO 9001-2008. De plus, depuis avril 2009, les sociétés Siraga Engineering et Ingas Engineering sont intégrées au périmètre de certification de Siraga.

- Les facteurs de risques décrits au paragraphe 6 de la partie 1. «Groupe Siraga» du présent rapport, s'appliquent également à Siraga SA

PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTRÔLE

Néant sur la période concernée

CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITÉ

Ces informations sont traitées en annexe 1 du présent rapport.

CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITÉ

Ces informations sont traitées en annexe 1 du présent rapport.

2. Le capital de la société

L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ AU 30/09/10 (L. 233-13)

Actionnariat	Actions détenues		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
GPL Industrie	523 064	65,38	1 013 463	79,10
M. Collomb	42 248	5,28	66 568	5,20
Autodétention	33 978	4,25	0	0
Public	200 710	25,09	201 136	15,70
TOTAL	800 000	100	1 281 167	100

■ Ci-après l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 30 septembre 2010 plus de 5 %, de 10 %, de 15 %, de 20 %, de 25 %, de 33,33 %, de 50 %, de 66,66 %, de 90 % ou de 95 % du capital social ou des droits de vote aux Assemblées Générales :

– La société Partnership Long Term détient plus de 5 % du capital social.

– La société GPL Industrie détient plus de 50 % du capital social.
– Benoît Collomb détient, directement et indirectement, plus des 2/3 du capital social.

■ Droit de vote double

Les principaux actionnaires bénéficiant d'un droit de vote double sont Monsieur Benoît Collomb et GPL Industrie SA.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (L. 225-100-3)

En application de l'article L. 225-100-3, il est précisé les points suivants, susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

■ La structure du capital est indiquée ci-dessus.
■ Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote.

■ A la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires.

■ Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux.

■ Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier,

■ Les règles de nomination et de révocation des membres du Conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 14 des statuts. Il n'a pas été mis en place de règlement intérieur du conseil.

■ En matière de pouvoirs du Conseil d'administration, les délégations en cours sont décrites dans le présent rapport au paragraphe ci-dessous intitulé « Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours du semestre écoulé ».

■ La modification des statuts de la Société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.

■ Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du Conseil d'administration.

LES ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Aucune filiale ou société contrôlée directement ou indirectement par la Société ne détient d'action d'autocontrôle.

CESSION DE PARTICIPATION

En date du 19 novembre 2010, la société a cédé la totalité des 35 960 actions qu'elle détenait dans le capital de la société Sovam à la société Mécanelle, SAS au capital de 1 000 euros, dont le siège social est à Paris (1^{er}) – 23, rue du Roule, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 519 852 461.

Il est précisé que la société Mécanelle a acquis, à cette même date, le reliquat des actions composant le capital social de la société Sovam. En conséquence de quoi, la société Mécanelle détient 100 % du capital de la société Sovam.

AVIS DE DÉTENTION ET ALIÉNATION DE PARTICIPATION CROISÉE

Au cours du semestre écoulé, il n'a été réalisé aucune aliénation de plus de 10 % de capital sans que la Société concernée n'en soit avisée.

Au cours du semestre écoulé, il n'a été cédé aucune participation croisée.

NOMBRE D'ACTIONNAIRES PROPRES ACHETÉES ET VENDUES PAR LA SOCIÉTÉ AU COURS DU SEMESTRE ÉCOULÉ

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, la Société n'a procédé pendant la période, à aucune opération d'achat d'actions propres.

Au 30 septembre 2010, la Société détenait en conséquence en propre 33 978 actions représentant 4,25 % du capital, affectée à l'objectif de croissance externe.

LES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Délégation de compétence en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

Une délégation de compétence en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, a été décidée par l'assemblée générale mixte du 30 septembre 2009, pour une durée de 26 mois.

Aucune demande de délégation nouvelle n'a été soumise au vote de la dernière assemblée générale.

Délégation de compétence à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE (articles L. 225-129-6, L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail)

Néant

3. Les mandataires

- Mode d'exercice de la Direction générale
- Il est précisé en outre qu'au cours de sa séance du 11 septembre 2006, le Conseil a confirmé l'attribution de la Direction Générale au Président du Conseil d'Administration.

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX (art L225-102-1 al 3 du Code de Commerce)

Nom et Prénom ou dénomination sociale des mandataires	Mandat dans la société	Date de fin de mandat	Mandats et/ou fonctions dans une autre société (groupe et hors groupe)
Benoît COLLOMB	Président du Conseil d'Administration Directeur Général	2012	Administrateur et PDG de la société GPL Industrie Président de la société Sovam SAS jusqu'au 19 novembre 2010 Administrateur de la société Siraga Engineering
Jean-François VAURY	Administrateur	2010	Président de la société Johes SAS Président de la société Ciclad Participations SAS Directeur Général de la société Ciclad Gestion SAS Directeur Général de la société Valens SAS Administrateur et membre du comité stratégique d'Entrepose Contracting SA Membre du comité de surveillance de la société DP Logiciels SAS Membre du comité de suivi de la société Sikinon (Arelec) SAS Administrateur de la société GPL Industrie Représentant permanent de la société Johes SAS au conseil de surveillance de la société CNIM Représentant permanent de la société Johes SAS au conseil de surveillance de la société Superba SA
GPL Industrie	Administrateur	2010	
Olivia COLLOMB	Représentant permanent de la société GPL Industrie		Administrateur de la société GPL Industrie
Eric BATISE	Directeur Général Délégué	2012	Directeur Général Délégué de la société GPL Industrie Administrateur de la société Siraga Engineering Directeur de Siraga India Private Limited Directeur Général de Siraga Algérie SPA

LES NOMINATIONS, RENOUELEMENTS ET RATIFICATION DE COOPTATIONS

Aucune cooptation n'est intervenue depuis la dernière assemblée générale.

LES JETONS DE PRÉSENCE

Aucun jeton de présence n'a été versé et aucune mission spéciale n'est intervenue. Il n'est pas prévu la mise en place de jetons de présence.

LES RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES

Cette information n'est pas communiquée car elle revient à donner une information confidentielle.

Rémunérations et avantages versés sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou de sociétés contrôlées ou contrôlantes :

Aucune disposition de cet ordre n'a été mise en place au sein de la société.

■ Obligations de conservation liées aux attributions de stock options ou d'actions gratuites aux mandataires

Il est précisé que depuis le 1^{er} avril 2010, aucun mandataire social n'a bénéficié d'attribution de stock options et/ou d'actions gratuites.

4. Les commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, les rapports des Commissaires Aux Comptes sont tenus à disposition.

5. Les salariés

LA QUOTITÉ DE CAPITAL DÉTENU À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (L. 225-102)

A la date du 30 septembre 2010, aucune participation des salariés telle que définie à l'article 225-102 du code de commerce n'existait dans le capital de la société.

LA NOMINATION D'ACTIONNAIRE(S) SALARIÉ(S) EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR(S)

La participation des salariés telle que définie à l'article L. 225-102 du code de commerce n'étant pas supérieure à 3 % du capital de la société, la dernière assemblée n'a pas eu à procéder à la nomination d'un ou plusieurs administrateurs désignés sur proposition des salariés actionnaires.

6. Les conventions réglementées

Il a été demandé à la dernière assemblée d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce, régulièrement autorisées par le Conseil d'Administration.

Les Commissaires aux Comptes ont établi leur rapport spécial lors de la précédente assemblée.

Certaines d'entre elles n'ayant pas pu être préalablement autorisées par le Conseil, elles ont été approuvées lors de la précédente assemblée.

ANNEXE 1. Les conséquences sociales et environnementales de l'activité

1. Conséquences sociales de l'activité

RESSOURCES HUMAINES

La mission des Ressources Humaines est de nourrir la croissance durable de l'entreprise en accompagnant les collaborateurs de Siraga.

Identifier et recruter les futurs éléments porteurs, les développer, les promouvoir et les fidéliser est au cœur de la stratégie d'anticipation des Ressources Humaines.

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Le contexte actuel de l'emploi et la spécificité du métier de Siraga rend difficile le recrutement au niveau des intervenants chantiers de haut niveau.

Pour répondre à cette difficulté la société joue sur des bonnes conditions de travail, une ouverture très large sur l'étranger et sur sa politique de rémunération.

Répartition des âges par service

	ACH	ADM	BET	COM	ENG	ORD	PRC	QUA	SAV	ING	S/TOTAL	PB1	PB2	TOTAL
20 à 25 ans			5							1	6	3		9
26 à 30		1	1	2				1		1	6	4		10
31 à 35	3		6	3	1			2		4	19	6	1	26
36 à 40	1		4	1	1	1	1				9	5	1	15
41 à 45		2	4	2	3	1	2		1		15	7	1	23
46 à 50		1	1	1	1			1	1	2	8	2	4	14
51 à 55	1	2	1	1		1		1		1	8	9	2	19
56 à 60	1		1		1					1	4	6	2	12
TOTAL	6	6	23	10	7	3	3	5	2	10	75	42	11	128
Age moyen	42	39	38	35	43	46	40	49	46	43	42	48	48	41

ACH: Achats
ADM: Administration
BET: Bureau d'études
COM: Commercial

ENG: Engineering
ORD: Ordonnancement Lancement
PRC: Pièces de Rechange
QUA: Qualité

SAV
PB1: Atelier 1
PB2: Atelier 2
ING: Arles

■ L'effectif ne laisse pas constater d'écarts significatifs par rapport à l'exercice précédent.

La société a engagé depuis plusieurs années une gestion des départs en retraite.

On assiste donc à ce titre à des mutations entre services de la société favorisant ainsi la promotion interne.

Les nouvelles embauches n'ont été réalisées qu'au niveau des ouvriers et des techniciens.

■ Le principe de l'annualisation du temps de travail effectif du personnel de Bureau d'Etudes et de Production n'a pas suffi à absorber la forte croissance de chiffre d'affaires de la période au niveau de la vente d'équipements.

LICENCIEMENTS

Sur l'exercice, il n'y a eu aucun licenciement à caractère économique.

INFORMATIONS LIÉES À L'EFFECTIF

Ventilation de l'effectif moyen au 30 septembre 2010

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	5	34	39
Agents de maîtrise et techniciens	3	39	42
Employés	10	-	10
Ouvriers	3	34	37
TOTAL	21	107	128

Il a donc fallu faire appel de façon significative aux heures supplémentaires se trouvant de plus fortement favorisées depuis octobre 2007 par la loi TEPA.

■ La Société a également eu recours à l'intérim, représentant en moyenne 11,72 % de l'effectif contre 15,45 % au 31/03/2010, soit un nombre moyen de 15 intérimaires pour le premier semestre de l'exercice 2010-2011.

BILAN DES ACCORDS COLLECTIFS

- L'organisation du temps de travail de la Société est régie par les conditions portées dans l'accord 35 heures mis en place depuis le 9 mars 2001.
- Le 14 juin 2002 un avenant à l'accord 35 heures, portant sur la mise en place de règles concernant la gestion du temps de travail effectif, plus favorables pour les salariés que celles prévues par la loi, a été signé.
- Mise en place le 26 septembre 2002 d'un accord d'intéressement associant le personnel à la réalisation d'objectifs stratégiques de la société.
- Mise en place le 12 septembre 2003 d'un Plan Epargne Entreprise (PEE), portant sur un système d'épargne collectif ouvert à tous les salariés ayant au moins 3 mois d'ancienneté dans la société et donnant la faculté de participer avec l'aide de celle-ci, à la constitution d'un portefeuille de valeurs mobilières.
- Mise en place d'un nouvel accord d'intéressement 27 septembre 2005 venant en remplacement de celui mis en place le 26 septembre 2002.
- Le 8 novembre 2005, signature d'un avenant à l'accord 35 heures portant sur une adaptation des horaires pour l'ensemble du personnel. Celui-ci de plus instaure les titres de restauration pour l'ensemble des salariés.
- Le 12 avril 2006, signature d'un avenant à l'accord 35 heures portant sur un réaménagement de l'horaire de travail du personnel du service Casiers.
- Le 5 juillet 2006, signature d'un avenant à l'accord 35 heures portant sur le rattachement du personnel Magasin au service Achats.
- Le 24 janvier 2007, mise en place d'une décision unilatérale portant sur la matérialisation du régime de remboursement de « Frais de santé » pour les personnels non-cadres et cadres (cotisation unique).
- Faisant suite au procès verbal du 1^{er} octobre 2008 de la Délégation Unique du Personnel, l'accord d'intéressement du 27 septembre 2005 n'a pas été reconduit.
- Le 8 juin 2009, signature d'un accord d'entreprise relatif à la durée des mandats électoraux. La durée des mandats de la Délégation Unique du Personnel a été fixée à 2 ans (au lieu de 4 ans)
- Le 30 décembre 2009, mise en place d'une décision unilatérale de l'employeur : plan d'action en faveur des seniors. Le maintien dans l'emploi des seniors, ainsi que le développement des opportunités de poursuite de leurs carrières, constituent les axes prioritaires des engagements que souhaite prendre la société.
- Le 29 septembre 2010, mise en place d'un nouvel accord d'intéressement associant le personnel à la réalisation d'objectifs stratégiques de la société.

LA RÉMUNÉRATION

Les rémunérations sont revues chaque année dans un dispositif pouvant allier l'augmentation générale et la performance individuelle.

Les entretiens annuels individuels permettent pour chacun des salariés de la société :

- De faire un point sur la période écoulée,
- De définir les nouveaux objectifs,
- De définir les besoins en formation et en matériel pour atteindre les objectifs fixés,
- De déceler les besoins d'évolution personnelle du salarié,
- De valoriser par une augmentation ou une prime la performance atteinte.

LES CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Les réunions du Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail auxquelles participe également la Médecine du Travail et la Responsable Ressources Humaines se tiennent tous les trois mois et font l'objet d'un rapport (rapport faisant l'objet d'un affichage, d'une mise à disposition au service du personnel et d'un envoi à l'Inspection du Travail).

Le CHS/CT ainsi qu'une commission composée par des salariés de la société ont permis l'établissement du document unique et plan d'actions relevant de l'analyse des risques professionnels.

■ Bilan des accidents de travail (année civile)

	Taux de Fréquence	Taux de gravité
Année 2009	4,40	0,17
Année 2008	12,66	0,21
Année 2007	31,90	0,16

Taux de fréquence = Nombre d'accidents avec arrêts par rapport aux heures travaillées.

Taux de gravité = Nombre de jours d'arrêt par rapport aux heures travaillées.

Pour information les indices nationaux relatifs à l'activité de la société sont :

	Taux de fréquence	Taux de gravité
Année 2008	24,2	1,9

(Chiffres 2009 non communiqués au niveau national)

Le nombre d'accidents de travail est en baisse par rapport aux années précédentes (-50 % par rapport à l'exercice précédent) malgré des heures travaillées importantes et une utilisation intensive d'intérimaires. Aucun intérimaire n'a eu d'accident sur la période. Cette baisse est le résultat des améliorations constantes apportées à la politique de prévention et de sécurité appliquée sur les différents sites.

Le taux de fréquence a fortement diminué au cours des 3 dernières années tandis que l'indicateur de gravité est resté stable. La société a enregistré un seul accident du travail ayant nécessité un arrêt prolongé, les autres accidents recensés étaient sans gravité et n'ont pas donné lieu à un arrêt.

LA FORMATION

La politique de formation se définit comme la volonté de faire monter en compétences ses collaborateurs afin de :

- Apporter une valeur ajoutée à l'entreprise comme au salarié
- Maintenir l'employabilité des salariés
- Assurer la pérennité et la compétitivité de l'entreprise face à une concurrence croissante.

Un plan de formation est élaboré chaque année. Il permet ainsi une mise en adéquation des besoins identifiés avec la politique de formation.

Le plan de formation planifie, organise des actions de formation en fonction des objectifs retenus : développer les compétences techniques, relationnelles et managériales requises dans l'exercice des responsabilités confiées, préparer les collaborateurs à de nouvelles prises de fonction...

Le personnel de Siraga bénéficie également de l'offre de formation interne proposée par son centre LPG Academy. De la conception à la réalisation, l'entreprise est maître d'œuvre de la formation. Siraga privilégie ainsi un choix stratégique favorisant :

- La transmission de savoir-faire
- La réalisation d'actions parfaitement adaptées aux besoins de l'entreprise.

Les besoins de formation peuvent être :

- déterminés pour chaque salarié lors de l'entretien individuel annuel réalisé par les responsables de service.
- exprimés par les managers concernant l'orientation de leur service par rapport à la stratégie de l'entreprise
- basés sur les choix de la Direction, concernant la stratégie à moyen et long terme de la société en termes notamment technologique et commercial.
- Les besoins de formation dans le cadre d'acquisition, de maintien ou de mise à niveau d'habilitations ainsi que les stages « sécurité » restent un axe prioritaire.

De plus depuis le 1^{er} janvier 2005 chaque salarié bénéficie du Droit Individuel à la Formation (DIF) lui permettant de se constituer un capital temps formation qu'il pourra utiliser à son initiative, mais en accord avec son employeur (capitalisation à raison de 20h/an cumulable sur 6 ans).

Un compte mis en place sur son bulletin de salaire le tient informé mensuellement de l'évolution de ce capital.

ŒUVRES SOCIALES

La société en plus d'assumer les dépenses de fonctionnement du Comité d'Entreprise (local, matériel....) participe par le versement de sa contribution patronale à la réalisation des nombreuses activités sociales et culturelles développées par le Comité d'Entreprise en faveur du personnel.

2. Conséquences environnementales de l'activité

Du fait de son activité quasi essentielle de montage et d'assemblage, la société n'est pas génératrice de façon significative de nuisances environnementales.

La société s'est cependant engagée dans une lutte contre la pollution en appliquant une gestion rigoureuse de la collecte et du traitement des déchets.

DÉCHETS INDUSTRIELS

Chutes, boues, bains concentrés usés, emballages souillés, peintures et diluants faisant appel à des établissements traiteurs (agrément préfectoraux ou ministériels).

DÉCHETS ISSUS DES BUREAUX

La société a installé des corbeilles de bureaux à 2 contenants (papiers et autres déchets).

Sont également ramassés et recyclés les toners et cartouches d'encre.

Les matériels informatiques obsolètes ou hors service sont remis à un prestataire informatique qui prend en charge la destruction de la part non utilisable selon les normes légales.

De plus dans le cadre de la valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action, la société pratique elle-même à un tri sélectif total de ses déchets.

SOUS-TRAITANCE

La Société ayant une vocation essentielle de montage et d'assemblage d'éléments, pour la partie fabrication elle fait donc appel à la sous-traitance.

Elle est à 80 % nationale au 30 septembre 2010, mais pourra dans le futur s'étendre au-delà des frontières.

La grande majorité de ses partenaires étant française, le risque lié au non-respect des réglementations en vigueur (notamment sociales et environnementales) est très limité.

Dans le cadre d'externalisations, la société se chargera donc d'opérer un contrôle de ses partenaires étrangers.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET POPULATION LOCALE

Du fait de son internationalisation, la Société est étroitement impliquée dans la vie des communautés qui accueillent ses produits.

De manière générale, les filiales de Siraga développent des relations de qualité avec les communautés à côté desquelles ou avec lesquelles elles opèrent.

Siraga a mis en exploitation en décembre 2005 son nouvel ensemble de peinture par procédé poudre venant en remplacement de cabines utilisant des peintures solvantes.

Cet équipement prend en compte les nouvelles législations COV (Composés Organiques Volatils) et permet donc de répondre à la Directive Européenne applicable pour les installations existantes en 2005.

L'accompagnement de la CRAM Centre dans le cadre d'un contrat de prévention a été décisif pour la réalisation de cet investissement.

Au-delà des effets économiques vitaux pour Siraga, cet ensemble répond à 2 aspects prioritaires :

- La prévention des risques professionnels (inhalation de produits, bruits...).
- La poursuite de la politique environnementale (suppression des émissions de solvants et de déchets sous forme de boues...)

COMPTES CONSOLIDÉS

■ ■ ■ période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010

SOMMAIRE

GROUPE SIRAGA

Comptes semestriels consolidés résumés

Au 30 septembre 2010 préparés en conformité avec les normes IFRS

1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	p. 25
2	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	p. 26
3	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	p. 27
4	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS	p. 28
5	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE	p.29
Note 1	Référentiel comptable	
Note 2	Principes et méthodes	
Note 3	Périmètre de consolidation	
Note 4	Information sectorielle	
Note 5	Produits des activités ordinaires	
Note 6	Impôts	
Note 7	Résultat par action	
Note 8	Capitaux propres et réserves	
Note 9	Passifs et actifs éventuels	
Note 10	Emprunts et dettes financières, trésorerie et équivalents de trésorerie	
Note 11	Résultat net d'impôt, actifs, passifs et flux de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession	
Note 12	Transactions avec les parties liées	
Note 13	Engagements hors bilan	
Note 14	Événements postérieurs à la clôture	

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/09/2010	30/09/2009
Ventes de biens		15 614	9 935
Prestations de services		26	16
Autres produits de l'activité		17	6
Produits des activités ordinaires	5	15 657	9 957
Achats consommés		-7 564	-4 779
Charges de personnel		-3 470	-2 981
Charges externes		-3 612	-2 526
Impôts et taxes		-131	-125
Dotations aux amortissements		-158	-196
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		-209	-382
Autres produits et charges d'exploitation		-208	
Résultat opérationnel courant		305	-1 032
Autres produits et charges opérationnels		-20	-2
Résultat opérationnel		285	-1 034
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1	1
Coût de l'endettement financier brut		-95	-137
Coût de l'endettement net		-94	-136
Autres produits et charges financiers		20	-3
Impôts sur le résultat	6	-207	340
Quote part de résultats des sociétés mises en équivalence		-18	-2
Résultat des activités poursuivies		-14	-835
Résultat des activités cédées ou en cours de cession	11	-195	263
Résultat net		-209	-572
DONT ATTRIBUABLE AU GROUPE :			
Résultat des activités poursuivies		2	-808
Résultat des activités cédées ou en cours de cession	11	-175	236
Résultat consolidé — part du groupe		-173	-572
DONT ATTRIBUABLE AUX INTÉRÊTS MINORITAIRES :			
Résultat des activités poursuivies		-16	-27
Résultat des activités cédées ou en cours de cession	11	-20	27
Résultat consolidé — part des intérêts minoritaires		-36	0
Résultat par action des activités poursuivies (en €)		0,003	-1,06
Résultat par action des activités cédées (en €)		-0,23	0,31
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en €)		0,003	-1,06
Résultat dilué par action des activités cédées (en €)		-0,23	0,31

2. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2010	30/09/2009
Perte du semestre	-209	-572
Actifs financiers disponibles à la vente		
– Gain/Perte généré durant la période (après impôt)	-	-
– Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	-	-
Différences de conversion	27	-8
- Gain/Perte généré durant la période (après impôt)	27	-8
- Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	-	-
Couverture des flux de trésorerie		
– Gain/Perte généré durant la période (après impôt)	-	-
– Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	-	-
Quote-part des autres éléments du résultat global dans les mises en équivalence	-	-
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités cédées ou en cours de cession	-	-
Total des autres éléments du résultat global	27	-8
Total du résultat global	-182	-579
Dont part du Groupe	-146	-579
Dont part Minoritaire	-35	0

3. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En milliers d'euros		30/09/2010	31/03/2010
Ecart d'acquisition nets		628	881
Immobilisations incorporelles		2423	2238
Immobilisations corporelles		995	2566
Actifs financiers non courants		81	84
Impôts différés actif	6	0	0
Total des actifs non courants		4 127	5 769
Stocks		2236	3739
Clients		17 103	17 418
Autres débiteurs		2 292	2 299
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	1 679	3 058
Actifs des activités destinées à être cédées	11	7 183	0
Total des actifs courants		30 493	26 515
TOTAL DE L'ACTIF		34 620	32 284
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		3 000	3 000
Réserve légale		300	288
Autres réserves		5 055	3 323
Titres en autocontrôle		-612	-612
Ecart de conversion		26	4
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		-173	1 741
Capitaux propres part du groupe		7 596	7 743
Intérêts minoritaires		252	287
Total des capitaux propres consolidés		7 848	8 030
Emprunts et dettes financières	10	1 050	1 470
Avance conditionnée		280	209
Provisions pour avantages au personnel		559	970
Autres provisions non courantes		46	110
Impôts différés passif	6	527	495
Total des passifs non courants		2 462	3 254
Emprunts et dettes financières	10	4 658	3 425
Autres provisions courantes		218	393
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		13 204	17 163
Dettes fiscales IS		0	19
Passifs des activités destinées à être cédées	11	6 230	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		24 310	21 000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		34 620	32 284

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Le capital est composé de 800 000 actions de 3,75€ de valeur nominale.

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Titres en autocontrôle	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Situation au 1^{er} avril 2009	3 000	-612	3 593	5 981	311	6 291
Ecart de change			-8	-8		-8
Variation de la juste valeur des instruments financiers						
Résultat de la période			-572	-572	0	-572
Total du résultat global			-579	-579	0	-579
Actions propres						
Dividendes distribués						
Situation au 30 septembre 2009	3 000	-612	3 013	5 401	311	5 712
Situation au 1^{er} avril 2010	3 000	-612	5 355	7 743	287	8 030
Ecart de change			26	26	1	27
Variation de la juste valeur des instruments financiers						
Résultat de la période			-173	-173	-36	-209
Total du résultat global			-147	-147	-35	-182
Actions propres						
Dividendes distribués						
Situation au 30 septembre 2010	3 000	-612	5 208	7 596	252	7 848

5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AU TITRE DU PREMIER SEMESTRE

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2010	30/09/2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net de l'ensemble	-209	-572
Résultat des activités cédées	-195	263
Résultat net des activités poursuivies	-14	-835
Ajustements pour :		
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus	18	2
Amortissements et Provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	436	-104
Coût de l'endettement financier net	95	137
Résultat de cession des immobilisations	-2	
Charges d'impôt	207	-341
Autres produits et charges calculés		
Résultat opérationnel avant variation du BFR et des provisions	740	-1 140
Variation du BFR liée à l'activité	-3 920	1 319
Variation du BFR liée aux créances apportées en garantie	18	687
Impôts payés	151	-10
Trésorerie nette provenant de l'activité	-3 011	856
Produit de cession des immobilisations	2	
Acquisitions d'immobilisations	-427	-142
Incidence des variations de périmètre		
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-425	-142
Rachats et reventes d'actions propres		
Remboursements d'emprunts	-333	-203
Intérêts nets payés	-93	-137
Dividendes versés aux actionnaires de la sté mère		
Dividendes versés aux minoritaires		
Encaissements provenant d'emprunts	18	1 800
Flux liés aux opérations de financements garantis	-18	-688
Autres flux liés aux opérations de financement	170	0
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-256	772
Flux net de trésorerie généré par les activités en cours de cession	-654	-16
Variation de la trésorerie nette	-4 346	1 471
Effet de la variation du taux de change	-12	14
Trésorerie d'ouverture	2 134	-1 357
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	-2 224	128
DÉTAIL DE LA TRÉSORERIE DE CLÔTURE		
Disponibilités	1 388	2 714
Valeurs mobilières de placement	291	18
Crédit de préfinancement	-3 900	-2 404
Concours bancaires courants	-4	-201
Trésorerie de clôture	-2 225	128

Note 1 Référentiel comptable

Siraga est une entreprise de droit français domiciliée en France.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Siraga pour les six mois écoulés au 30 septembre 2010 comprennent Siraga et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

Les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2010 sont disponibles sur demande au siège social de Siraga situé Z.I. Les Hervaux – BP 14 – 36500 Buzançais ou sur www.siraga.com.

Note 2 Principes et méthodes

2-A DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés publiés au 31 mars 2010.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés établis selon le référentiel IFRS ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 30 novembre 2010.

2-B PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'euros.

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2010 à l'exception des dispositions suivantes :

- les charges de retraite et avantages assimilés sont estimés à la moitié du montant de la charge annuelle compte tenu du maintien des paramètres actuariels définis lors de la dernière clôture annuelle,
- la charge d'impôt du groupe est estimée en fonction du taux effectif d'impôt estimé pour la clôture annuelle au 31 mars 2011,
- le groupe ne procède à aucun test de dépréciation sur les immobilisations à durée de vie indéfinie dans la mesure où aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au cours du semestre.

Les principes comptables et les modalités de calcul adoptés pour établir les comptes consolidés au 30 Septembre 2010 sont identiques à ceux adoptés dans les comptes consolidés au 31 mars 2010 à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations suivants d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Normes et interprétations obligatoires :

- IAS 39 amendée « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » qui précise les éléments éligibles à la comptabilité de couverture (valeur temps d'une option et composante d'un instrument de dette à taux fixe). L'application de ce texte est sans effet sur les périodes publiées.
- IFRS 2 amendée « Transactions intragroupe réglées en trésorerie » qui précise le traitement intragroupe des paiements fondés en actions réglés en trésorerie. L'application de ce texte est sans effet sur les périodes publiées.
- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 amendée « Etats financiers consolidés et individuels » qui définissent les nouveaux principes de comptabilisation des regroupements d'entreprise applicables de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. L'application de ce texte est sans effet sur les périodes publiées.
- IFRIC 17, « Distribution en nature aux actionnaires » publiée le 27 novembre 2008. L'application de ce texte est sans effet sur

les périodes publiées.

- IFRIC 18, « Transfert d'actifs appartenant à des clients » publiée le 29 janvier 2009. L'application de ce texte est sans effet sur les périodes publiées.

Améliorations des IFRS :

L'application des amendements de normes est sans effet sur les périodes publiées.

Au cours du premier semestre 2010/2011, le Groupe Siraga est rentré dans une phase active de cession de son activité aéroportuaire (cf. note 11). Cette activité est évaluée et présentée, dans les comptes consolidés en conformité avec la norme IFRS 5.

2-C ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2010.

2-D MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient un pourcentage des droits de vote compris entre 20 et 50 %.

Les titres des filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont inscrits en capitaux propres.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

Note 3 Périmètre de consolidation

FILIALES

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous

Sociétés consolidées par intégration globale

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
BRANCHE GPL				
Siraga S.A.	36500 Buzançais (France)	381619519	100,00	100,00
Siraga do Brasil	Sao Paulo (Brésil)		90,00	90,00
Siraga Engineering	6041 Gosselies (Belgique)		70,00	70,00
Siraga Algérie	Alger (Algérie)		97,50	97,35
Iberingas	Barcelone (Espagne)		100,00	100,00
BRANCHE AEROPORTUAIRE				
Sovam S.A.S.	79202 Parthenay (France)	411522584	89,90	89,90

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Sociétés	Siège social	N° de SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
BRANCHE GPL				
Siraga India	Mumbai (Inde)		40,00	40,00

La société Siraga South East Asia a été créée en 1994. Cette société malaisienne est détenue par la société Siraga SA à hauteur de 10 % seulement.

Siraga South East Asia n'est pas consolidée dans le Groupe compte tenu de l'absence d'influence notable.

Note 4 Information sectorielle

Le Groupe est géré en deux segments principaux :

Branche Gaz :

Conception, réalisation et installation des unités d'emplissage, de réparation et de fabrication pour les bouteilles de gaz GPL (Gaz de Pétrole Liquéfiés).

Réalisation clé en main des installations GPL dans lesquelles sont intégrés les équipements d'emplissage ainsi que la conception, les études, la gestion et la construction complète d'installations industrielles dans le domaine du pétrole et du gaz.

Branche Aéroportuaire :

Conception, réalisation et installation d'équipements Aéroportuaires et de traitement et de gestion du fret.

Rénovation des équipements aéroportuaires et mises en conformité aux normes de sécurité des équipements existants.

Cette branche d'activité est considérée en cours de cession sur le premier semestre 2010/2011 (cf. note 11).

Les cessions intersectorielles se font aux conditions de marché. Le résultat opérationnel est établi en contribution, l'ensemble des flux intersectoriels restant considéré comme économiquement justifié.

Le groupe reconnaît 2 secteurs secondaires géographiques :

- La France
- L'export

Les cessions intersecteurs se font aux conditions de marché. Le résultat opérationnel est établi en contribution, l'ensemble des flux intersecteurs restant considéré comme économiquement justifié.

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/09/10	Branche Gaz	Total	Branche Aéroportuaire (branche cédée ou en cours de cession)
<i>En milliers d'euros</i>			
Produits à des clients externes	15 657	15 657	6 901
Produits inter secteurs			
Produit des activités ordinaires	15 657	15 657	6 901
Résultat opérationnel	285	285	-168
Résultat net de la période	-14	-14	-195

Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/09/09	Branche Gaz	Total	Branche Aéroportuaire (branche cédée ou en cours de cession)
<i>En milliers d'euros</i>			
Produits à des clients externes	9 957	9 957	7 735
Produits inter secteurs			
Produit des activités ordinaires	9 957	9 957	7 735
Résultat opérationnel	-1 034	-1 034	320
Résultat net de la période	-835	-835	263

Note 5 Produits des activités ordinaires

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2010	30/09/2009
Vente de biens	15 614	9 935
Prestation de services	26	16
Autres	17	6
Total produits des activités ordinaires	15 657	9 957

Note 6 Impôts

Concernant les entités étrangères du groupe, les déficits réalisés sur la période et les exercices antérieurs n'ont donné lieu à aucune activation d'impôts différés.

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs		Passifs		Net	
	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2010	31/03/2010
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles			215	430	-215	-430
Stocks						
Instruments financiers						
Autres actifs	27	138			27	138
Provisions :	163	279	390	349	-228	-69
dont indemnité départ à la retraite	163	279			163	279
dont autres provisions sociales						
dont provisions réglementées			390	349	-390	-349
Autres passifs			113	222	-113	-222
Reports fiscaux déficitaires		88				88
Actifs (passifs) d'impôts différés	190	505	717	1 000	-527	-495

La réconciliation entre le taux d'impôt effectif et le taux d'imposition de la société Siraga se présente comme suit :

En milliers d'euros	30/09/2010
Résultat avant impôts des activités poursuivies	193
Taux d'imposition de Siraga	33,33 %
(charge) produit d'impôt théorique	-64
Incidences des :	
— Résultat des entreprises associées	-6
- Différences permanentes	-137
- Effet de la non reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables et les autres différences temporelles déductibles	-37
- Reconnaissance des déficits fiscaux reportables et des autres différences temporaires déductibles	26
— Crédit d'impôt	21
— Ecart de taux	-10
Impôt effectif	-207

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

A la suite de ce changement fiscal, le groupe a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes

IFRS, en tenant compte des derniers éléments d'analyse disponibles sur le traitement comptable des impôts et taxes, et notamment ceux fournis par l'IFRIC et le CNC. Le Groupe a ainsi jugé que la CVAE rentrait bien dans le champ d'application de IAS 12, la valeur ajoutée étant un montant net de produits et de charges et constituant le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

L'impact de la CVAE sur la charge d'impôt au 30 septembre 2010 est de 70 milliers d'euros.

■ Note 7 Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales.

La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture. Par ailleurs, le résultat net est ajusté afin d'éliminer les effets financiers nets d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

Le résultat par action des activités poursuivies au 30/09/2010 ressort à 0,003 €. Le résultat par action des activités en cours de cession au 30/09/2010 ressort à -0,23 €.

Le Groupe n'a pas d'instrument dilutif ou relutif: le résultat net dilué par action est donc identique au résultat par action.

Note 8 Capitaux propres et réserves

8-A ACTIONS PROPRES

Dans le cadre de ses différents programmes de rachat d'actions propres, SIRAGA détient en auto-détention 33 978 titres des 800 000 émis, soit 4,25 % de son capital.

Actionnaires	Actions détenues		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
COLLOMB BENOÎT	42 248	5,28	66 568	5,20
GPL INDUSTRIE	523 064	65,38	1 013 463	79,10
Autodétention	33 978	4,25	0	0
Public	200 710	25,09	201 136	15,70
Total	800 000	100,00	1 281 167	100,00

8-B DIVIDENDES

Pour le semestre prenant fin au 30 septembre 2010, aucun dividende n'a été versé par le Groupe (idem pour le semestre clos au 30 septembre 2009), soit 0 € par action ordinaire (idem pour le semestre clos au 30 septembre 2009).

Note 9 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe n'a pas de passifs éventuels et d'actifs éventuels.

Note 10 Emprunts et dettes financières, trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
PART À PLUS D'UN AN		
Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 028	1 304
Dettes liées aux contrats de location financement	22	165
Total non courant	1 050	1 470
PART À MOINS D'UN AN		
Emprunts auprès d'établissements de crédit	559	581
Dettes liées aux contrats de location financement	27	104
Dettes financières		
Préfinancement	3 900	894
Dettes sur créances apportées en garantie (Dailly)	154	1 816
Découverts bancaires	4	30
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	14	
Total courant	4 658	3 425
Total de l'endettement brut		
Valeurs mobilières	291	18
Disponibilités	1 388	3 040
Autres		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 679	3 058
Endettement net	4 029	1 836

Note 11 Résultat net d'impôt, actifs, passifs et flux de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession

Au cours du premier semestre 2010/2011, le Groupe Siraga est rentré dans une phase active de cession de son activité aéroportuaire portée par la société Sovam SAS. La contribution de cette entité sur les comptes consolidés a été évaluée et présentée en conformité avec la norme IFRS 5. La prise en compte de la valeur de marché de cette activité n'a pas entraîné de

dépréciation de sa contribution. Le détail des comptes consolidés contributifs de Sovam est présenté dans les tableaux ci-après.

Le compte de résultat consolidé contributif de l'activité Aéroportuaire sur les premiers semestres 2010/2011 et 2009/2010 est présenté ci-après :

En milliers d'euros	30/09/2010	31/09/2009
Produits des activités ordinaires	6 901	7 735
Résultat opérationnel	-168	320
Coût de l'endettement net	-28	-52
Impôts sur le résultat	0	0
Résultat net	-195	263
Résultat consolidé — part du groupe	-175	236
Résultat consolidé — part du groupe	-20	27

Le détail des postes composant les actifs et passifs des activités destinées à être cédées au 30 septembre 2010 est le suivant :

En milliers d'euros	30/09/2010	En milliers d'euros	30/09/2010
Ecart d'acquisition nets	0	Emprunts et dettes financières	130
Immobilisations incorporelles	112	Avance conditionnée	86
Immobilisations corporelles	1 566	Provisions pour avantages au personnel	429
Actifs financiers non courants	4	Autres provisions non courantes	80
Impôts différés actif	0	Impôts différés passif	0
Total des actifs non courants	1 681	Total des passifs non courants	725
Stocks	1 481	Emprunts et dettes financières	674
Clients	3 075	Autres provisions courantes	173
Autres débiteurs	295	Dettes fournisseurs et autres créditeurs	4 658
Trésorerie et équivalents de trésorerie	650	Dettes fiscales IS	0
Total des actifs courants	5 502	Total des passifs courants	5 505
Total de l'actif	7 183	Total du passif Hors capitaux propres	6 230

Au 30 septembre 2010, les capitaux propres contributifs de l'activité avant élimination des titres s'élevaient à 1 021 millions d'euros.

Le tableau des flux de trésorerie contributif de l'activité Aéroportuaire sur le premier semestre de l'année 2010/2011 est le suivant :

En milliers d'euros	30/09/2010
Trésorerie nette provenant de l'activité	2 257
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-81
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-2 185
Variation de la trésorerie nette	-9
Trésorerie au 31/03/2010	654
Trésorerie au 30/09/2010	645

A titre d'information, les engagements reçus par les clients de l'activité Aéroportuaire sur le premier semestre 2010/2011 et 2009/2010 sont les suivants. Les montants indiqués ci-dessous

sont exprimés en milliers d'euros convertis respectivement aux taux du 30 septembre 2010 et du 31 mars 2010.

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Avals, cautions, garanties donnés en EUR	1 397	1 453
Avals, cautions, garanties donnés en USD	1	2 110
Avals, cautions, garanties donnés en TND *	8	9
Avals, cautions, garanties donnés en MAD *	9	9
Avals, cautions, garanties donnés en CFP *	-	44
Avals, cautions, garanties donnés en EGP *	13	14
Total	1 428	3 639

* TND : Dinar tunisien, MAD : Dirham marocain, CFP : Franc pacifique, EGP : livre égyptienne

Note 12 Transactions avec les parties liées

Les opérations effectuées par le Groupe avec ses participations non consolidées sont comprises dans les comptes consolidés. Les transactions, récapitulées ci-après, sont réalisées au prix de marché.

Les parties liées identifiées concernent ou sont susceptibles de concerner :

- Les entités qui ont une influence significative sur le Groupe: GPL Industrie,
- Le personnel clé du groupe: les dirigeants.

12-A CRÉANCES ET DETTES

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Participations		
Avances et acomptes sur commandes		
Clients	1	1
Compte courant débiteurs	274	198
Fournisseurs		93
Compte courant créditeurs	204	209

12-B ACHATS ET VENTES DE BIENS ET SERVICES

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Ventes		
Achats et autres charges	286	844

12-C RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DIRIGEANT DU GROUPE

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Rémunération	164	314
Avantages en nature	6	12
Autres avantages (mutuelle...)	8	16
Total	178	342

Note 13 Engagements hors bilan

Un ensemble de garanties a été accordé aux clients par différents établissements financiers. Le Groupe rémunère ces engagements par voie de commissions.

A titre d'information les engagements reçus par les clients sont

les suivants. Les montants indiqués ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros convertis respectivement au taux du 30 septembre 2010 et du 31 mars 2010. Les engagements concernant l'activité en cours de cession sont présentés dans la note 11.

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Avals, cautions, garanties donnés en EUR	4 297	5 414
Avals, cautions, garanties donnés en USD	3 538	1 430
Avals, cautions, garanties donnés en DZD *	1 119	781
Total	8 954	7 625

* DZD : Dinar algérien

Autres engagements

En milliers d'euros	30/09/2010	31/03/2010
Hypothèques & nantissements donnés	2 100	2 100
Avals, cautions, garanties reçus	98	163
Clause de réserve de propriété	3 253	7 406
Ventes de devises à terme	309	-
Crédits documentaires import	102	183

Note 14 Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe a cédé le 19 novembre 2010 l'intégralité de sa participation dans la société Sovam SAS.

Présence Audit & Conseils
Commissaire aux comptes
12, rue d'Astorg
75008 PARIS

Atriom
Commissaire aux comptes
14, place Gabriel Péri
75008 PARIS

SIRAGA SA

Société Anonyme au capital de 3 000 000 €

Zone Industrielle Les Hervaux
36500 BUZANCAIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Comptes semestriels consolidés résumés

Période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010

Ce rapport contient 2 pages

Présence Audit & Conseils
Commissaire aux comptes
12, rue d'Astorg
75008 PARIS

Atriom
Commissaire aux comptes
14, place Gabriel Peri
75008 PARIS

Siraga SA
Zone Industrielle Les Hervaux – 36500 Buzançais

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle
Comptes semestriels consolidés résumés
Au 30 septembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Siraga, relatifs à la période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 2-B « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que votre société a appliquées, et en particulier la norme IFRS 5 ainsi que la note 11 « Résultat net d'impôt, actifs, passifs et flux de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

Présence Audit & Conseils

Atriom

Patrick Bourdin

Marc Leclerc

V. MODALITES DE MISE A DISPOSITION du rapport financier semestriel portant sur l'exercice clos le 30 septembre 2010

Conformément aux dispositions de l'article 221-4 IV du règlement général de l'AMF, nous vous indiquons que le rapport semestriel portant sur le semestre clos le 30 septembre 2010 est disponible sur le site de notre société www.siraga.com dans la rubrique « information réglementée ».

*Fait à Buzançais
Le mardi 30 novembre 2010*



Benoît COLLOMB
Président du Conseil d'Administration



SIRAGA S.A.

Z.I. Les Hervaux – BP 14
36500 BUZANÇAIS – FRANCE
Tél. + 33 2 54845000
Fax + 33 2 54845040
E-mail: siraga@siraga.com
Internet: www.siraga.com

Contact: M. Eric BATISE, Directeur Général.

SIRAGA ALGERIE SPA

18 rue Becquerel
ALGER – ALGÉRIE
Tél. + 213 661 92 17 97
Fax + 213 21 68 17 83
E-mail: mehdi.foury@siraga.com

Contact: M. Mehdi FOURY, Responsable des Opérations Locales.

SIRAGA ENGINEERING

Avenue Jean Mermoz 22
B6041 GOSSELIES – BELGIQUE
Tél. + 32 71 35 36 56
Fax + 32 71 35 36 46
E-mail: laurent.gernez@siraga.com

Contact: M. Laurent GERNEZ, Directeur Projets Engineering

SIRAGA INDIA PRIVATE LIMITED

Gr. Flr. Elysium Mansion
Walton Road, Colaba
MUMBAI 400001 – INDE
Tél. + 91 22 22 52 41 24
Fax + 91 22 22 86 52 41
E-mail: siraga@siragaindia.in

Contact: M. Kiran KAKATKAR, Président.

SIRAGA SOUTH EAST ASIA SDN. BHD.

N°26, Jalan Nilam 1/1
Subang Square Industrial Park
40000 SHAH ALAM – SELANGOR – MALAISIE
Tél. + 60 3 56 36 78 77
Fax + 60 3 56 36 82 77
E-mail: kklm@siragamy.com

Contact: M. KK Lim, Directeur Général.

INGAS ENGINEERING

Parc d'Activités du Grand Rhône
4 rue Joseph Rainard – BP 52064
13646 ARLES CEDEX – FRANCE
Tél. 33 4 90 52 00 09
Fax 33 4 90 52 00 10
E-mail: gilles.guigon@ingas-eng.com

Contact: M. Gilles GUIGON, Directeur de Site.

SIRAGA DO BRASIL LTDA

Rua Padre Venancio Resende, 131
Casa Verde
CEP 02552-020 SAO PAULO – SP – BRÉSIL
Tél. + 55 11 39 66 28 07
Fax + 55 11 39 51 24 25
E-mail: mailto: andres@siraga.com.br

Contact: M. Andrés TOSCANINI, Gérant Délégué.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Contact: M^{lle} Virginie STERLING

Tél. 02 54 84 50 17
E-mail: virginie.sterling@siraga.com